Extraits d'une déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur les relations entre la France et les Pays-Bas et sur la situation au Mali et en Syrie, La Haye le 21 mars 2013.

2013-03-21

Merci, Cher Frans, de la gentillesse de ton accueil.

Mesdames et Messieurs, je suis extrêmement heureux de me trouver aujourd'hui à La Haye à l'invitation de mon collègue et ami, Frans Timmermans. Je me rappelle sa venue au Quai d'Orsay très peu de temps après sa nomination et je dois dire que c'est un bonheur de travailler avec mon collègue des affaires étrangères car nous partageons à la fois beaucoup d'analyses et en même temps nos relations personnelles sont très chaleureuses, ce qui ajoute au plaisir de ma visite.

J'ai été reçu ce matin par le Premier ministre, ensuite par Frans. Nous avons déjeuné ensemble avec le Conseil de coopération franco-néerlandais dont nous sommes co-présidents.

Ensuite après cette conférence de presse, je me rends devant des étudiants de l'université puis je vais procéder à l'inauguration de la nouvelle ambassade française qui a pu être réalisée grâce à une procédure d'échange entre les Pays-Bas et la France. Les relations entre nos deux pays sont extrêmement proches. Sur le plan culturel, c'est une évidence comme sur les plans affectif et pratique, notamment économique car vous savez que l'une des priorités que j'ai donnée à la diplomatie française, c'est la diplomatie économique. Or, nous avons plus de 2 000 entreprises néerlandaises qui ont investi en France, ce qui représente un peu plus de 80 milliards d'euros, et qui emploient plus de 300.000 personnes, c'est un chiffre considérable. Symétriquement, nous avons plus de 115 sociétés françaises qui ont investi 88 milliards d'euros aux Pays-Bas avec 118 000 emplois. Donc, vraiment nous sommes des partenaires de tout premier rang, et nous souhaitons, nous en avons discuté pendant le déjeuner, développer ce partenariat puisque nous avons toutes les raisons de travailler ensemble dans des domaines comme l'énergie, le développement urbain et d'autres encore.

Sur le plan de la politique européenne, nous avons beaucoup d'actions à mener en commun. Nos situations économiques ont d'ailleurs des éléments comparables puisque nous ne

sommes pas au niveau de croissance que nous souhaiterions et nous avons encore des déficits budgétaires. Mais nous sommes les uns et les autres à la fois pour le sérieux budgétaire et pour la croissance, pour arriver justement à régler les problèmes d'emploi et permettre un rééquilibrage budgétaire. Nous avons parlé bien sûr de la situation européenne et nous avons parlé aussi, Frans le disait à l'instant, des actions communes que nous menons, au Mali notamment, et de la situation en Syrie puisque nous avons demain une réunion où nous allons aborder quelques-unes de ces questions. Je dois dire que, sur la question malienne, nos avis sont extrêmement proches et je voudrais remercier les Pays-Bas de l'appui logistique qu'ils ont déjà apporté à l'action que nous menons avec les africains au Mali. Ce qui a été dit par Frans, est qu'il y a un processus de décision qui est en cours, que nous respectons parfaitement, au sein du gouvernement néerlandais qui permet de considérer que la position néerlandaise va encore se conforter, et donc je le remercie à l'avance.

Nous avons échangé sur la Syrie puisque la situation là-bas est très difficile Si nous voulons faire évoluer la situation politique, il faut en même temps que nous fassions évoluer la situation sur le terrain. C'est-à-dire la situation militaire et se pose la question de la levée de l'embargo. De toutes les manières, avant la fin du mois de mai, il faudra que nous prenions une décision. Donc, nous en discuterons à Dublin, et il n'y aura pas lieu de décider dès demain mais nous échangerons bien sûr nos arguments. On connaît la position de la Grande-Bretagne et de la France et beaucoup d'autres de nos collègues veulent entendre, échanger des arguments pour pouvoir eux-mêmes décider, en espérant que nous arriverons à une position européenne commune.

J'aurai moi-même cet après-midi, juste avant de procéder à l'inauguration de l'ambassade, le président de la coalition, Moaz al-Khatib, au téléphone, pour avoir le dernier point sur la situation dans la résistance syrienne. Vous savez qu'il y a eu des évènements importants qui se sont produits au cours des derniers jours puisque la coalition a désigné un Premier ministre, M. Hitto, et que, bientôt, il y a une réunion où la Ligue arabe elle-même prendra position. Donc je vais faire le point avec Moaz al-Khatib que, Frans et moi-même, estimons beaucoup et qui est un homme qui a beaucoup fait avancer la cause de la résistance syrienne.

Au même moment, le Secrétaire général des Nations unies a décidé de faire une enquête sur l'utilisation des armes chimiques en Syrie. Le régime possède des armes chimiques qui représentent un danger considérable. Il faudra là aussi qu'un point extrêmement précis soit fait pour éviter des catastrophes nouvelles dans ce pays qui déjà souffre tellement.

Voilà, donc c'est une visite à la fois agréable, utile, qui va conforter les relations excellentes entre les Pays-Bas et la France. Nous sommes à votre disposition.

Q - Bonjour, Monsieur le Ministre. Je voudrais demander quelque chose sur l'embargo d'armes. La France veut lever l'embargo. Est-ce que le but est de mettre la pression politique sur le régime du président Assad ou bien de livrer des armes ? Et si c'est le cas, quel type d'armes ?

R - Il y a un double but. Nous avons le sentiment que si l'on n'évolue pas sur le plan politique ni sur le terrain, le risque est donc extrêmement grand que la Syrie éclate. Et à la fin, ce soit les extrémistes et les terroristes qui profitent de la situation avec des conséquences redoutables, non seulement pour la Syrie, mais pour l'ensemble de la région. Or, nous voulons absolument éviter cela pour protéger la population syrienne et compte-tenu de l'enjeu régional. Si on veut faire bouger la situation politique, il faut que la situation sécuritaire et militaire elle-même évolue car, actuellement, M. Bachar Al-Assad est convaincu, à tort, qu'il va l'emporter et jouit d'une impunité presque totale puisqu'il dispose d'avions. Ces derniers bombardent les résistants et ils n'ont pas les moyens de se défendre. Donc, l'objectif de cette discussion - de cette levée possible de l'embargo - est double. D'une part, faire évoluer la situation politique pour trouver une solution, et d'autre part, protéger les résistants des avions qui les bombardent et qui les tuent. Et donc nous travaillons dans le sens de l'envoi d'armes qui peuvent empêcher les avions de bombarder. Et bien évidemment nous souhaitons que cela puisse être fait au plan européen.

Q (Sur l'embargo)

R - Le commentaire de Frans Timmermans me paraît parfaitement pertinent. Nos analyses sont convergentes et pour répondre à votre question il faut savoir comment éviter que ces armes se trouvent dans les mains de nos adversaires potentiels de demain. Bien évidemment c'est une question très importante. Mais, je crois que les britanniques, les français et quelques autres sommes peut-être plus avancés dans nos propositions. Chacun de mes collègues essaient de réfléchir à cette situation. D'une part, il y a des gens qui meurent tous les jours et, d'autre part, cela nous concerne car c'est à la fois un drame en Syrie, dans la région et tout cela ne se passe pas très loin de l'Europe. Et donc, l'Europe est placée devant ses responsabilités.

Q - Quelles sont vos attentes concernant la contribution néerlandaise à la mission européenne d'entrainement au Mali ?

R - Déjà, nos amis néerlandais ont apporté une contribution logistique, et nous-mêmes, les Maliens et les Africains, les en remercions. Maintenant, la question qui est posée, puisque l'Europe a décidé de former l'armée malienne dans ce qu'on appelle l'EUTM, c'est que chacun apporte sa part. Donc, il y a discussion, dans laquelle je n'ai pas à m'ingérer, qui a lieu au sein du gouvernement néerlandais. Mais évidemment, il y a beaucoup de logique, à partir du moment où une décision européenne est prise, que chacun fasse sa part du chemin. Alors, on le fait à partir de données diverses et les situations ne sont pas

comparables. On sait bien que la France a été amenée à prendre les devants et d'une façon massive, mais maintenant que nous sommes dans une période de moyen terme, il appartiendra au gouvernement néerlandais de choisir ce qu'il peut faire, et compte-tenu de la situation sur le terrain, de l'évolution et puis de ce que je sais de la volonté d'engagement européen des Pays-Bas, j'ai bon espoir que la réponse soit favorable.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 28 mars 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187529-laurent-fabius-21032013-relations-avec-les-pays-bas-mali-syrie